



C'est un autre rebondissement dans l'affaire qui oppose Clarence Yondo à Serge Espoir Matomba.

Pour mieux comprendre cette affaire, faisons un tour en arrière. **Serge Espoir Matomba**, Premier secrétaire du Peuple uni pour la rénovation sociale (**PURS**), avait emprunté une somme d'argent pour « résoudre des problèmes » pendant la campagne de la présidentielle 2018.

Cette somme d'argent dont le montant n'est pas révélé, lui avait été remise par **Clarence Yongo**, l'ex journaliste de Canal2 International, désignée à cette époque par **Serge Espoir Matomba**, pour être sa directrice de communication pendant la présidentielle.

Bientôt trois ans, Clarence Yondo n'est toujours pas parvenue à recouvrer sa créance. « **J'ai appelé plusieurs fois le "leader" qui m'a dit qu'il me revenait et a fait croire que je quemandais. A la suite, il ne décrochait plus mes appels et les promesses de remboursement faites devant témoin sont restées lettre morte** », clamait notre consœur dans un groupe WhatsApp, indiquant que depuis lors, elle n'a essuyé que « **insultes** » et « **menaces** » de la part de Mabomba.

Contacté à ce moment par la rédaction de **237actu.com**, Serge Espoir Matomba va balayer

d'un revers de la main toutes ces accusations, martelant qu'il ne donnera pas écho à une affaire dans laquelle il ne se reconnaît pas. « ***S'il ya une dette qu'elle se pointe devant les juridictions compétentes et je répondrai. Je ne sais pas si on gère les histoires de dette dans les groupes WhatsApp*** », nous répondra le candidat classé avant-dernier à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018.

C'était le début d'un feuilleton dont l'épilogue ne s'annonçait pas pour bientôt. Le 21 février 2020, trois individus (2 hommes et 1 femme), sont arrivés au bureau de Clarence Yongo.

Elle raconte elle-même la scène : ***"Pendant que l'un des hommes se dirige vers la porte centrale, entre sans frapper et demande à me rencontrer, les autres sont à l'extérieur et font le guet. Étant en clientèle, l'homme aux lunettes noires veut absolument savoir où me trouver. Il pose des questions de façon menaçante. L'un de mes collaborateurs m'appelle et lui passe le téléphone. L'homme dit être à mes trousses pour affaire urgente me concernant. Je lui réponds que je suis en clientèle et qu'on peut prendre un rendez-vous. Mais évidemment mon interlocuteur décline cette proposition. Trois jours plus tard, mon collaborateur arrive à la PJ pour un reportage et rencontre sur son passage le même monsieur aux lunettes noires qui feint ne pas le reconnaître. En réalité, le pseudo leader de Bonaberi envoyait des éléments pour exercer un trafic d'influence afin que je ne revendique plus mon argent. Il fallait alimenter la frayeur pour que je me taise. Je devais garder le mutisme sur sa filouterie. Pourtant quelques jours plus tôt, le politicien prenait engagement devant témoin de rembourser ce qu'il me doit. Mais que vaut la parole d'un débiteur indélicat et multirécidiviste? L'engagement pris par un "milliardaire" impécunieux n'a de valeur que le fond de sa poche trouée.***